

Défendons Notre Service Public

Un projet antisocial qui ne profite qu'aux plus riches !

Numéro 4

Stoppons Macron

TAXE D'HABITATION

- ▶ La **taxe d'habitation** est une recette qui permet aux collectivités territoriales (mairies, Communautés de Communes, conseils départementaux et régionaux...) de pouvoir répondre aux besoins de la population.
- ▶ Elle participe aux financements de constructions de routes, de lycées, de collèges ou encore d'écoles et à l'entretien des espaces publics.
- ▶ Une **baisse de financement des collectivités locales** entrainerait une diminution de la qualité du service public de l'aménagement et de l'entretien du patrimoine public.
Même si nous ne sommes pas pour la taxe d'habitation telle qu'elle est aujourd'hui (car basée sur un calcul souvent injuste), il est essentiel de participer au financement du Service Public, garantissant, sur l'ensemble du territoire, le droit à chacun de pouvoir vivre confortablement là où il réside.

Exemple de répercussions de la baisse du budget communal sur le social

- pour une famille ayant
deux enfants scolarisés en primaire:*
- ⇒ Cantine augmentation du coût de 1€ par repas
 - ⇒ Garderie augmentation de 50 centimes par heures passées.
 - ⇒ Aide culture et sport en baisse ou supprimée
 - ⇒ Transport devenant payant pour aller à l'école

**La suppression de la taxe d'habitation
augmentera les dépenses sociales
du quotidien.**

Plus d'infos sur
www.cgt-landes.org



Défendons Notre Service Public

Un projet antisocial qui ne profite qu'aux plus riches !

Stoppons Macron

Aujourd'hui

- ⇒ Les agents des trois versants de la Fonction Publique (État, Hospitalière, Territoriale) œuvrent tous les jours pour faire fonctionner les Services Publics (École, Police, Voirie, Ehpad, Poste, Agents communaux, Hôpital...) pour répondre aux besoins de la population.
- ⇒ Un statut protecteur qui garantit la neutralité et l'indépendance du Service Public

Le projet Macron-Gattaz

- ⇒ Supprimer 120 000 postes de fonctionnaires alors que les services publics sont déjà pris à la gorge
- ⇒ Supprimer la taxe d'habitation qui a une réelle utilité pour les collectivités
- ⇒ Diminuer les dotations aux collectivités
- ⇒ Poursuivre la réforme territoriale

Ceci aurait pour conséquence une « mise sous tutelle » des communes pour les obliger à réduire leurs dépenses (suppression d'emplois, social...) au détriment des missions de service public.

Les revendications de la CGT

- ⇒ Un service public de qualité pour tous les citoyens
- ⇒ Une taxe d'habitation recalculée sur des bases plus justes (révision des valeurs cadastrales et prenant en compte les revenus des contribuables)

La CGT n'abdique pas !

Tous mobilisés en grève et dans la rue

le 12 septembre 2017